La géographie du Liban, entre guerres et mondialisation

Eric Verdeil

André Bourgey[1]

Bien avant la création du Liban et la fixation de ses frontières en 1920, nombre d'écrivains occidentaux, tels Constantin-François Volney, Lamartine ou Ernest Renan, ont célébré avec fascination la diversité des paysages et des populations de cette région du monde. Les contrastes et les oppositions qui font la personnalité de ce petit pays s'enracinent dans une longue histoire et une géographie physique singulière. Mais son organisation actuelle résulte de profondes transformations, liées à la géopolitique régionale du XX^e^ siècle et du début du XXI^e^, notamment aux intenses mouvements de population et aux guerres destructrices. En outre, l'insertion singulière du Liban dans la mondialisation favorise, à travers les remises de capitaux de ses émigrés et les investissements étrangers, la concentration urbaine sur le littoral et autour de Beyrouth, au détriment du reste du pays.

Les contrastes du cadre physique

La montagne est essentielle pour comprendre les spécificités du Liban. D'ailleurs, le mot Liban, avant d'être appliqué à un État, désigne d'abord une chaîne de montagnes. La disposition générale du relief libanais est très simple : quatre unités topographiques disposées parallèlement à la côte se succèdent d'ouest en est. La bande littorale, étroite et discontinue se compose en fait d'un chapelet de petites plaines séparées les unes des autres par des caps et des promontoires rocheux. Étirée sur environ 250 kilomètres, elle s'élargit à ses deux extrémités : au nord avec la plaine du Akkar, au sud à partir de Saïda et jusqu'au-delà de Tyr.

Dominant le littoral, le mont Liban est une puissante muraille calcaire, dont le point culminant atteint 3 083 m au Qornet es Saouda, près de Bcharré dans la partie septentrionale de la chaîne. Les sommets sont constitués de hauts plateaux karstifiés. La proximité de la mer a entraîné une profonde dissection de cette masse montagneuse, car les rivières orientées est-ouest ont creusé des gorges profondes, enfoncées parfois de plus de 1 000 m, comme la Qadischa ou le Nahr Ibrahim. Ce cloisonnement du relief, où les vallées isolaient des unités faciles à défendre, a contribué à faire du mont Liban une « montagne refuge », véritable citadelle retombant de façon vertigineuse à l'est sur la plaine intérieure de la Bekaa.

[1] Ce texte est la mise à jour de la notice Géographie du Liban, rédigée par André Bourgey, avant la guerre du Liban pour sa première édition. Il conserve de cette édition initiale certains passages, notamment sur la géographie physique et la mosaïque confessionnelle.

Cette dépression d'une platitude parfaite atteint 1 100 m près de Baalbek, mais seulement 900 m dans sa partie méridionale. Elle est parcourue par deux fleuves : l'Oronte (ou Nahr el-Assi) qui coule au nord vers la Syrie, et le Litani qui draine l'essentiel de la Bekaa avant de rejoindre la Méditerranée près de Tyr. Une seconde chaîne montagneuse, l'Anti-Liban, domine à l'est la Bekaa. Cette montagne orientale se prolonge au sud par le massif de l'Hermon qui culmine à 2 814 m.

La disposition du relief explique les contrastes climatiques. Certes, partout règne une longue saison sèche, de la fin d'avril à la fin d'octobre, mais l'analyse des précipitations et des températures révèle d'énormes différences. Ainsi, le *caza* (district) du Hermel dans le nord de la Bekaa est déjà désertique avec un total pluviométrique annuel de 200 mm, alors qu'à quelques kilomètres le versant occidental du mont Liban totalise des moyennes pluviométriques annuelles de l'ordre de 1 300 mm, qui atteignent encore 900 mm à Beyrouth. De même, pour les températures, les oppositions régionales sont considérables : par exemple, le gel est inconnu le long du littoral, alors que le nombre de jours de gel est très élevé dans la Bekaa (59 à Baalbek, 49 à Rayak), où existent de très fortes amplitudes thermiques annuelles et journalières. Au climat méditerranéen humide du littoral s'oppose donc le climat méditerranéen continental de la Bekaa, déjà steppique au nord, plus arrosée au sud. Enfin, un climat méditerranéen humide de montagne caractérise le mont Liban avec d'importantes nuances selon l'altitude. La montagne libanaise, par rapport au reste de l'Orient arabe marqué de l'empreinte de l'aridité, est une sorte de château d'eau, et d'une manière générale le Liban apparaît particulièrement favorisé au point de vue climatique. Ce privilège permet à la fois les cultures tempérées et subtropicales. Mais ce potentiel agricole exceptionnel, mal valorisé en raison des conflits et de politiques inadaptées, semble aujourd’hui menacé par les conséquences du changement climatique. On observe en effet une diminution des précipitations neigeuses, une aggravation de la sécheresse et l’avancée de la désertification dans la Bekaa. De plus, l’utilisation abusive d’engrais et l’urbanisation incontrôlée ont entraîné une pollution massive et une réduction des surfaces agricoles.

La mosaïque confessionnelle des Libanais

La montagne libanaise, célèbre dans l'Antiquité pour ses magnifiques forêts de cèdres dont il ne subsiste aujourd'hui que quelques rares massifs, a accueilli au cours de l'histoire de nombreuses communautés confessionnelles. Il en existe officiellement dix-huit, chacune ayant un droit privé spécifique appliqué par des tribunaux religieux. Parmi les chrétiens, les maronites sont les plus nombreux, puis viennent les grecs orthodoxes, les grecs catholiques et les arméniens, eux-mêmes subdivisés en arméniens orthodoxes et catholiques. On dénombre aussi des chrétiens appartenant à des communautés faiblement représentées. Tels sont les syriens orthodoxes ou jacobites, les syriens catholiques ou syriaques, les chaldéens catholiques, les chaldéens orthodoxes ou nestoriens, les coptes, sans oublier les latins, catholiques arabes au rite

liturgique latin, les coptes orthodoxes, et les protestants. Parmi les musulmans, les chiites et sunnites sont en nombre sensiblement équivalent. La communauté chiite libanaise, qui entretient des liens multiséculaires avec l'Iran, est l'une des plus importantes communautés chiites du Moyen-Orient. Les druzes, ainsi que des alaouites et quelques ismaéliens venus de Syrie forment des groupes plus modestes. Il y avait aussi une petite minorité israélite établie à Beyrouth qui a progressivement quitté le pays après la création de l'État d'Israël et les conflits qui ont suivi.

La part respective de chaque communauté à l'intérieur de la population libanaise n'est pas précisément connue. Le dernier recensement remonte à 1932 et consacrait la prééminence des chrétiens, notamment maronites. Depuis lors, bien des estimations, souvent contradictoires, ont circulé. Selon les enregistrements à l'état-civil, qui comptent imparfaitement les émigrés, les musulmans sont aujourd'hui les plus nombreux, avec environ 65 p. 100 de la population, sunnites et chiites étant au coude à coude. Ce retournement s'explique par une natalité plus forte de ces groupes durant la seconde moitié du XX^{e} siècle, même si aujourd'hui les comportements démographiques se sont pratiquement alignés, pour la fécondité comme pour les migrations.

L'impact des guerres et des migrations sur le territoire libanais

Depuis sa fondation en 1920, le Liban a subi les contrecoups des crises géopolitiques du Moyen-Orient, du démantèlement de l'Empire ottoman aux guerres du Golfe et d'Irak, en passant par la création de l'État d'Israël et les conflits israélo-arabes. Ces crises ont transformé la géographie du Liban à travers les vagues migratoires successives et les guerres qui se sont déroulées sur son sol.

Difficile à quantifier, la présence étrangère au Liban a toujours été très forte, en particulier dans l'agglomération de Beyrouth. Les migrations arméniennes résultent du génocide arménien par les Turcs pendant la Première Guerre mondiale, et se sont surtout localisées à Beyrouth et dans son immédiate périphérie. La plupart des Arméniens ont été naturalisés, contrairement aux autres immigrés. Les migrations kurdes, également concentrées à Beyrouth, ont été plus graduelles et limitées. La création d'Israël, avec l'éviction des Palestiniens en 1948, est la cause d'une troisième vague migratoire, qui, en plus de Beyrouth, s'est implantée dans le sud du pays et près de Tripoli. Le nombre des Palestiniens au Liban se monte aujourd'hui à environ 300 000. L'émigration syrienne vers le Liban, à partir de 1958, a des causes à la fois politiques (expropriation des élites lors de la réforme agraire) et économiques. Les migrants économiques syriens, qui travaillent notamment dans l'agriculture et le bâtiment, constituent une main-d'œuvre permanente, présente dans tout le pays, qui se gonfle pendant les périodes de prospérité, comme avant la guerre de 1975 ou pendant la reconstruction. D'autres travailleurs émigrés, arabes ou asiatiques, soit plusieurs centaines de milliers de personnes, ont aussi constitué un appoint pour l'économie du

pays depuis les années 1990. Depuis le déclenchement de la guerre civile en Syrie (2011) et, surtout, depuis la fin de 2012, une nouvelle vague d'émigrés syriens, des réfugiés fuyant les combats et les persécutions, s'installent au Liban, notamment dans la Bekaa et le nord du pays. En 2014, ils sont environ 1,5 million, vivant souvent dans le plus grand dénuement, en partie dans des camps improvisés.

Avec les installations successives de ces populations marginalisées et démunies, il a fallu relever des défis politiques et sociaux majeurs. Combinés aux tensions internes au pays, elles sont une des causes des conflits meurtriers qu'a connus le Liban. Or la guerre du Liban de 1975 à 1990 et le nouveau cycle de tensions dans lequel est entré le pays depuis 2005 (après l'assassinat de Rafic Hariri) ont causé de profondes transformations de l'organisation géographique du pays.

Les destructions physiques de la période 1975-1990 se sont principalement concentrées à Beyrouth et ses banlieues (plus de 80 p. 100), même si d'autres zones ont été touchées (Tripoli ; Chouf, dans la montagne au sud-est de Beyrouth ; Liban-Sud). La guerre a aussi bouleversé le peuplement, en raison des migrations forcées. Un tiers des habitants ont définitivement changé de résidence. L'action des milices confessionnelles a abouti à l'homogénéisation très poussée de plusieurs régions de peuplement mixte, comme le Chouf, le Sud ou Beyrouth, divisée en un secteur est chrétien et un secteur ouest à majorité musulmane. Beaucoup de ces réfugiés se sont installés dans les périphéries urbaines.

Par ailleurs, un quart de la population a quitté le pays pendant le conflit. Loin de s'interrompre à la fin de la guerre, ce mouvement d'émigration se poursuit depuis lors, en raison de la permanence des tensions et du manque d'opportunités économiques locales pour les jeunes diplômés. De 1975 à 2007, selon une estimation de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, l'émigration concerne ainsi plus de 800 000 personnes, et elle s'est même accélérée depuis 1997.

La reprise des tensions engendre de nouvelles destructions. Lors de la guerre de l'été de 2006, les bombardements israéliens ont détruit totalement plus de 16 000 logements, principalement au Liban-Sud et dans la banlieue sud de Beyrouth, dont le quartier de Haret Hreik, bastion du Hezbollah, qui a été rasé. En 2007, les combats entre l'armée libanaise et le groupe terroriste Fatah al-Islam ont abouti à la destruction du camp de réfugiés palestiniens de Nahr al-Bared, près de Tripoli, et au déplacement de près de 30 000 d'entre eux.

À la suite de ces conflits, le Liban s'est engagé dans d'ambitieuses opérations de reconstruction, qui demeurent néanmoins partielles et se concentrent sur les infrastructures au détriment de mesures sociales et de celles qui favorisent le vivre-ensemble ou le retour des déplacés.

À Beyrouth, la principale opération de reconstruction concerne l'ancien centre-ville commercial, symbole de la coexistence communautaire, largement touché. Une société privée, Solidere, a été chargée de l'aménagement, qui vise à la fois une modernisation des infrastructures, une densification et une mutation fonctionnelle et sociale en faveur des secteurs du tourisme, de la finance et du commerce de luxe. Malgré de spectaculaires réalisations, la mise en œuvre est lente. Les décideurs de Solidere, qui sont des proches de la famille Hariri, privilégient les projets haut de gamme et spéculatifs à une approche plus sociale. Les autres secteurs endommagés n'ont pas fait l'objet d'interventions volontaristes et sont laissés aux initiatives des propriétaires. De ce fait, près de vingt-cinq ans après la fin du conflit, certains quartiers en portent encore les stigmates. La capitale a bénéficié d'un programme de remise à niveau des infrastructures de communication (port, aéroport, autoroutes), mais les infrastructures de base telles que les transports publics, l'eau et l'électricité restent défaillantes.

La reconstruction de la banlieue sud de Beyrouth et des villages du Liban-Sud après la guerre des trente-trois jours (juillet-août 2006) a suivi un cours fort différent, illustrant la domination sur ces régions du Hezbollah, le principal parti chiite. S'opposant à toute intervention forte du gouvernement dans le projet, ce parti a coordonné les opérations et mené une reconstruction rapide destinée à conforter son emprise. Alors que la banlieue sud de la capitale a été reconstruite pratiquement à l'identique, les villages du sud ont subi une profonde modernisation de leur tissu urbain. Au nord, en revanche, la reconstruction du camp de Nahr al-Bared est entravée par des problèmes de financement et par l'hostilité à l'égard de la population palestinienne, dans une région marquée par une grande pauvreté. D'une manière générale, malgré la volonté affichée d'assurer un développement équilibré du territoire, la reconstruction a aggravé les contrastes sociaux et géographiques sur le territoire libanais.

Mondialisation, urbanisation et inégalités régionales

Les migrations des Libanais depuis 1975 peuvent s'interpréter tant comme le résultat de la guerre que comme l'indice d'une insertion accrue dans la mondialisation. À cet égard, elles prolongent un mouvement entamé au XIX^{e} siècle. Mais, alors que ces migrations se dirigeaient essentiellement vers le Nouveau Monde (Amérique latine, États-Unis), puis vers l'Afrique, elles se diversifient aujourd'hui, les migrants allant vers d'autres zones (Canada, Australie, Europe occidentale à un degré moindre) et surtout vers les pays pétroliers arabes du Golfe, qui accueillent plus de la moitié des émigrés, sur un mode temporaire et sans possibilité de naturalisation. Ces migrations ont pour corollaire des flux financiers très significatifs (dans les années 2010, les remises représentent de 17 à 19 p. 100 du P.I.B.), qui alimentent une économie de services, dominée par la finance, l'immobilier, le tourisme et le commerce. La balance commerciale, structurellement très déséquilibrée, exprime le poids des importations et la faiblesse des activités productives. Cette économie se développe de manière

privilégiée à Beyrouth et dans sa banlieue, mais laisse les autres régions du pays dans la dépendance et le sous-développement.

Beyrouth est, depuis le milieu du XIX^e^ siècle, le principal point d'articulation avec l'extérieur, ce qui y a favorisé le commerce, la banque et les fonctions éducatives et culturelles telles que les universités. Malgré les destructions dues à la guerre, la concentration des investissements publics et privés dans la région-capitale lui permet de continuer à jouer ce rôle. Son port modernisé a ainsi retrouvé une fonction régionale de transit vers la Syrie et l'Irak. En plus des investissements liés à la reconstruction, la région centrale reçoit l'essentiel des investissements privés. Les statistiques publiques font défaut pour mesurer plus précisément cette répartition spatiale, mais on sait que la région de Beyrouth et ses environs accueille les plus grands projets immobiliers et touristiques du pays. Par exemple, trente des trente-neuf projets qui ont bénéficié d'aide à l'investissement de l'Autorité de développement des investissements au Liban sur la période 2003-2011 se localisent dans cette région. C'est là que s'effectue l'essentiel des activités bancaires. Ainsi, en 2011, Beyrouth et ses banlieues accaparaient 53,6 p. 100 des agences bancaires, 56,1 p. 100 des bénéficiaires de crédits (mais 80 p. 100 des crédits en valeur).

En conséquence de cette concentration des activités économiques et des investissements immobiliers des particuliers, grâce aux remises d'émigration, le paysage de la région-capitale se modifie profondément. La zone centrale de l'agglomération de Beyrouth se densifie et se couvre d'immeubles. Les zones périphériques, auparavant dominées par les fonctions touristiques et de villégiature, s'urbanisent et s'intègrent à la zone métropolitaine. Selon la base de données e-Geopolis, l'agglomération morphologique de Beyrouth recouvre une bonne partie des localités du gouvernorat du Mont-Liban, à l'exception des parties montagneuses des districts du Chouf et de Jbeil. Sa population atteignait pratiquement 2 millions d'habitants en 2010, soit la moitié de la population du pays. De forts contrastes de richesse subsistent, et certains secteurs, tels que les camps palestiniens ou les bidonvilles et zones informelles de la banlieue sud de Beyrouth, connaissent toujours une très grande précarité. L'arrivée des réfugiés syriens accroît cette vulnérabilité.

Le reste du pays profite peu de l'intégration dans la mondialisation. Au mieux, il se trouve dans la dépendance de la capitale. Au pire, il s'enfonce dans la marginalité économique et sociale. Le sud du pays, à dominante chiite, composé de deux gouvernorats (Liban-Sud et Nabatiyé), a beaucoup souffert de l'occupation israélienne jusqu'en 2000. Si le littoral bénéficie d'une agriculture irriguée de vergers, et de la proximité de la capitale grâce aux nouvelles routes, les régions intérieures sont vouées à l'agriculture traditionnelle (oliveraies, élevage ovin et caprin) et à la culture du tabac, subventionnées par l'État. Paradoxalement, l'exode rural massif vers la capitale et la croissance de trois villes moyennes (au début des années 2010, Saïda compte

200 000 habitants, Tyr 95 000 et Nabatiyé 90 000), les remises d'émigration (notamment en provenance d'Afrique), l'intégration dans la fonction publique grâce au clientélisme entretenu par le parti Amal, les aides publiques distribuées à l'occasion des programmes de reconstruction et l'aide sociale organisée par le Hezbollah ont permis à ces régions de ne plus être les « lanternes rouges » du développement qu'elles étaient dans les années 1960.

La région de la Bekaa, au peuplement mixte – sunnite au sud, chrétien au centre autour de la capitale Zahlé (qui compte 160 000 habitants) et chiite au nord –, a une vocation principalement agricole (grande culture, vignoble, verger) doublée d'une tradition commerçante liée au passage de la frontière avec la Syrie. Mais l'agriculture familiale, peu rentable, cède le pas à l'urbanisation dans un contexte de forte croissance démographique, ce qui n'est pas le cas des cultures illégales (cannabis). Les relations communautaires se tendent dans un contexte de chômage et de pauvreté accrue. Depuis 2012, l'arrivée massive de réfugiés syriens rend la situation explosive.

La région du Nord est aujourd'hui la plus en difficulté. À majorité sunnite, sa population demeure aujourd'hui la plus marginalisée du pays, alors que la transition démographique est loin d'y être achevée. L'agriculture de montagne est en déclin, et la riche plaine du Akkar est pénalisée par des structures agraires inadaptées et par le délaissement de l'État. Surtout, la ville de Tripoli, coupée de son hinterland par la frontière entre Liban et Syrie, lourdement touchée pendant la guerre civile, est incapable de jouer un rôle de moteur économique pour la région. Son industrie a périclité, son port a un trafic limité : la ville est marquée par un fort chômage et une grande pauvreté. L'agglomération tripolitaine, nourrie de l'exode rural, s'étend désormais jusqu'à Halba, dans le Akkar, et touche presque la ville chrétienne de Zghorta. Elle abrite environ 350 000 habitants, sans compter les migrants syriens, qui affluent depuis 2012. La ville est un foyer d'instabilité majeur depuis 2007, et les affrontements entre l'armée libanaise, des groupes islamistes qui ont pignon sur rue et diverses factions locales sont renforcés par la crise en Syrie.

Le Liban forme aujourd'hui une société intensément urbanisée, où la diversité confessionnelle et les antagonismes qu'elle génère se nourrissent des crises régionales et des tensions sociales renforcées par la mondialisation. Il en résulte de profondes transformations géographiques, avec des contrastes régionaux avivés et une pauvreté omniprésente. Crise après crise, l'État se révèle incapable d'endiguer ces maux, laissant les pouvoirs locaux et les intérêts particuliers avancer leurs propres stratégies, au risque permanent de l'éclatement.